



HAL
open science

Se souvenir sélectivement. Les savoirs sur la Shoah en Bulgarie

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. Se souvenir sélectivement. Les savoirs sur la Shoah en Bulgarie. Témoigner entre histoire et mémoire : revue pluridisciplinaire de la Fondation Auschwitz = Getuigen tussen geschiedenis en gedachtenis : multidisciplinair tijdschrift van de Auschwitz stichting, 2023, 136, pp.94-101. 10.4000/temoigner.11844 . hal-04094119

HAL Id: hal-04094119

<https://sciencespo.hal.science/hal-04094119>

Submitted on 21 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Se souvenir sélectivement : les savoirs sur la Shoah en Bulgarie

Nadège Ragaru

Des politiques bulgares envers les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, les récits se sont longtemps résumés à une expression, « le sauvetage des Juifs bulgares », en référence à la non-déportation et à la survie de la presque totalité des 48 000 Juifs de citoyenneté bulgare. Présenté comme exceptionnel, ce fait historique a été associé à la production d'une présentation de la Bulgarie comme un pays à la « tolérance nationale » unique dont les citoyens se seraient unanimement mobilisés contre la persécution des Juifs. Forcée durant les derniers mois du conflit mondial, cette narration a conduit sinon à omettre, du moins à conférer une visibilité atténuée à un autre versant de l'histoire : alliée de l'Allemagne nazie, la Bulgarie réalisa ses objectifs nationaux en occupant une partie des royaumes de Yougoslavie (l'essentiel de la Macédoine du Vardar et la ville de Pirot) et de Grèce (la Thrace occidentale et la Macédoine orientale) entre avril 1941 et octobre 1944¹. Dans ces territoires, elle n'accorda pas la citoyenneté bulgare aux Juifs, appliqua la législation anti-juive en vigueur dans le « vieux » royaume (aux frontières d'avant 1941) et procéda en mars 1943 à l'arrestation et à l'internement dans des camps de transit de quelque 11 343 qui furent ultérieurement déportés et exterminés au camp de Treblinka en Pologne².

À quelques mois du quatre-vingtième anniversaire de la déportation des Juifs des territoires sous occupation bulgare, sans doute est-il opportun de revenir sur les conditions de production de ces représentations, ainsi que sur les mécanismes ayant induit une transmission, commémoration et remémoration publique sélective de la Shoah en Bulgarie. Comment comprendre que, dans les discours publics et les imaginaires profanes, la déportation des Juifs de Yougoslavie et de Grèce, sans être entièrement oblitérée, ait été graduellement estompée sous l'éclairage que le « sauvetage des Juifs bulgares » projetait sur elle ? Afin de répondre à cette question, la focale de l'enquête doit embrasser, au-delà de la discipline historique, les mondes judiciaires, politiques, muséaux et artistiques ; il convient aussi d'apprécier le rôle des espaces transnationaux de la guerre froide et du postcommunisme dans l'écriture du passé en Bulgarie³.

¹ Elżbieta Znamierowska-Rakk, « Bulgarian Territorial Revisionism as the Driving Force for Its Rapprochement with the Third Reich », in : Marina Cattaruzza et al., *Territorial Revisionism and the Allies of Germany in the Second World War*, New York : Berghahn Books, 2013, p. 102-125.

² Pour une présentation des faits, voir Frederick Chary, *The Bulgarian Jews and the Final Solution, 1940-1944*, Pittsburgh : Pittsburgh University Press, 1972 ; Aleksandar Matkovski, « The Destruction of the Macedonian Jewry in 1943 », *Yad Vashem Studies*, n.° 3, 1959, p. 203-258 ; Aleksandar Matkovski, *Tragedijata na evreite od Makedonija*, Skopje : Kultura, 1962 ; Nadja Danova et Roumen Avramov (dir.), *Deportiraneto na evreite ot Vardarska Makedonija, Belomorska Trakija i Pirot, mart 1943 g. Dokumenti ot bălgarskite arhivi*, Sofia : Odedineni izdateli, 2013, vol. 1 et 2 ; Nadège Ragaru, « Les Juifs de Bulgarie et des territoires yougoslaves et grecs occupés par la Bulgarie pendant la Seconde Guerre mondiale », in : Id., *Assignés à identités. Violence d'État et expériences minoritaires dans les Balkans post-ottomans*, Istanbul : Isis Press, 2019, p. 139-175. Sur la politique de spoliation, voir Roumen Avramov, « 'Spasenie' i padenie. Mikroekonomika na dăržavnija antisemitizăm v Bălgarija 1940-1944 g. », Sofia : U. I. "Sveti Kliment Ohridski", 2012 ; Nadège Ragaru, « The Liquidation of Jewish Properties in Bitola: Plunder by Decree during the Bulgarian Occupation (1943) », in : Berta Romano Nikolikj et al., *Jews in Macedonia. History, Tradition, Culture, Language and Religion*, Skopje : Jewish Community in the Republic of Macedonia, 2015, p. 249-262.

³ Ces enjeux ont été plus amplement discutés dans Nadège Ragaru, « *Et les Juifs bulgares furent sauvés...* ». *Une histoire des savoirs sur la Shoah en Bulgarie*, Paris : Presses de Sciences Po, 2020 (en bulgare : « *"I bălgarskite evrei biaha spaseni..."*. *Istorija na znanijata za Holokosta v Bălgarija*, Sofia : Iz. Kritika i Humanizăm, octobre 2022 et en anglais, actualiser : *Bulgaria, the Jews and the Holocaust. On the Origins of a Heroic Narrative*, Rochester : Rochester University Press, 2023, open access, <https://openaccess.boydellandbrewercms.com/publications/-269869/bulgaria-the-jews-and-the-holocaust>). Voir aussi Steven F. Sage, « The Holocaust in Bulgaria: Rescuing History from 'Rescue' », *Dapim : Studies on the Holocaust*, 31 (2), 2017, p. 139-145.

La genèse et dissémination d'une vision irénique des destinées juives pendant la Seconde Guerre mondiale

L'histoire s'amorce avant la conclusion de la Seconde Guerre mondiale : le 8 septembre 1944, l'Union soviétique envahit la Bulgarie et contribue à porter au pouvoir une coalition à dominante communiste, le Front de la patrie, le lendemain⁴. Dorénavant, la Bulgarie combattra du côté des Alliés. Un mois plus tard, un décret-loi ordonne le jugement par un Tribunal populaire des « responsables de l'entrée de la Bulgarie dans la guerre mondiale contre les peuples alliés et des crimes afférents »⁵. L'objectif de cette juridiction exceptionnelle, peu respectueuse des droits de la défense et téléguidée par Staline et le leader communiste bulgare Georgi Dimitrov depuis Moscou, est de sanctionner les criminels de guerre, mais également de réprimer les anciennes élites dirigeantes et, ce faisant, de consolider l'emprise des communistes sur le pouvoir. Obsédé par le souvenir de l'humiliant Traité de Neuilly (1919), le nouveau gouvernement espère aussi que la Bulgarie sera considérée comme pays belligérant, non comme un État vaincu, lors de la négociation des traités de paix.

C'est dans ce contexte qu'est décidée la création d'une chambre du Tribunal populaire exclusivement dédiée à l'examen des crimes envers les Juifs, une décision dont les dirigeants bulgares pensent qu'elle sera portée à leur crédit par les Alliés. L'initiative est unique en Europe à cette date où les persécutions anti-juives sont généralement traitées de concert avec d'autres catégories de crimes⁶. De l'engagement de juristes communistes et socio-démocrates résultera, au printemps 1945, une documentation très précise de l'organisation des déportations, de l'expulsion des Juifs de Sofia et d'autres villes en province en mai 1943 (prélude devenu alternative à leur déportation hors des frontières du pays), ainsi que des mesures d'exclusion politique, économique et civiques imposées aux Juifs. Pourtant, quand vient le moment de prononcer les verdicts à l'encontre de la bureaucratie de l'antisémitisme d'État (64 inculpés dont 51 comparaissent effectivement), les sentences sont d'une clémence surprenante. Surtout, le procès produit une restitution des faits axée autour de la fraternité entre Juifs et non-Juifs, du combat antifasciste et de la « tolérance nationale bulgare » (selon l'expression alors consacrée). Les persécutions anti-juives sont imputées à une poignée de dirigeants et d'idéologues « fascistes » dissociés du corps de la nation pour mieux souligner l'existence d'une « autre » Bulgarie, résistante⁷.

⁴ Aleksandăr Vezekov, *9-ti septemvri*, Sofia : Siela & IIBM, 2014 ; sur les controverses relatives aux événements du 9 septembre 1944, voir Rumen Daskalov, *Ot Stambolov do Živkov. Golemite sporove za novata bălgarska istorija*, Sofia : IK Gutenberg, 2009, p. 295-430.

⁵ « Naredba zakon za sādene ot naroden sād vinovnicite na vāvličane Bălgarija v svetovnata vojna sreštu sājuznite narodi i za zlodejanijata svārzani s neja », *Dāržaven vestnik* [Journal officiel], 06.10.1944. Sur le Tribunal populaire, voir Polja Meškova et Dinjo Šarlanov, *Bălgarskata gilotina. Tajnite mehanizmi na narodnija sād*, Sofia : Agencija Demokracija, 1994.

⁶ Alexander Prusin and Gabriel Finder, *Justice behind the Iron Curtain: Nazis on trial in communist Poland*, Toronto/Buffalo, NY/London : University of Toronto Press, 2018 ; Andrew Kornbluth, *The August Trials*, Cambridge & London : Harvard University Press, 2021 ; István Deák, *Europe on Trial: The Story of Collaboration, Resistance, and Retribution during World War II*, Boulder, CO : Westview Press, 2015 ; Ildikó Barna and Andrea Pető, *Political Justice in Budapest after World War II*, Budapest : Central European University Press, 2015 ; Benjamin Frommer, *National Cleansing: Retribution against Nazi Collaborators in Postwar Czechoslovakia*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005 ; István Deák et al., *The Politics of Retribution in Europe: World War II and Its Aftermath*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2000 ; Sergey Kudryashov and Vanessa Voisin, « The Early Stages of Legal Purges in Soviet Russia (1941-1945) », *Cahiers du monde russe*, 49 (2), 2008, p. 263-295 ; Tanja Pentter, « Local Collaborators on Trial. Soviet War Crimes Trials under Stalin (1943-1953) », *Cahiers du monde russe*, 49 (2), 2008, p. 341-364 ; Ilya Bourtman, « Blood for Blood, death for death'. The Soviet military tribunal in Krasnodar, 1943 », *Holocaust and Genocide Studies*, 22 (2), 2008, p. 246-265.

⁷ Sur la 7^{ème} chambre du Tribunal populaire, voir le recueil d'archives coordonné par Vārban Todorov et Nikolaj Poppetrov (dir.), *Sedmi sāvstav na Narodnija sād. Edno zabraveno svidetelstvo za antisemitizma v Bălgarija prez 1941-1944*, Sofia : I. Iztok-Zapad, 2013.

Au récit de fraternité entre Juifs et non-Juifs, l'émigration vers l'État d'Israël de près de 90% de la communauté juive bulgare en 1948-1949 prêterait paradoxalement une seconde vie⁸. La guerre froide induit en effet un durcissement des clivages entre les Juifs demeurés en Bulgarie et ceux établis en Israël. L'histoire constitue un des terrains privilégiés de leur affrontement : là où les premiers imputent au roi Boris III un rôle-pivot dans les déportations, les seconds portent sur l'ex-tsar un regard bienveillant, placé au service d'une relecture enchantée de l'histoire *ante* communiste. Les termes de cette confrontation idéologique, étendue aux exilés bulgares non-juifs, sont posés dès la seconde moitié des années 1950 ; ils demeureront inchangés jusqu'à la chute du communisme. Un point les relie : la valorisation des mobilisations bulgares contre l'adoption d'une Loi pour la défense de la nation (en décembre 1940), la déportation des Juifs bulgares (suspendue en mars 1943) et l'expulsion des Juifs soviétiques (ordonnée et appliquée en mai-juin 1943). Que, de ces protestations, les listes de protagonistes différents est une question sur laquelle nous reviendrons.

Le « sauvetage des Juifs bulgares » au-delà des frontières de la guerre froide

Étonnamment, ni l'intéressement grandissant pour l'histoire de la Shoah suscité par le procès Eichmann (1961), ni l'engagement de certains juristes allemands en faveur d'un traitement judiciaire de la période nazie ne remettent en cause cette présentation du passé. Dans *Eichmann à Jérusalem*, la philosophe Hannah Arendt loue ainsi l'exceptionnalité bulgare : « Avec l'approche de l'Armée rouge, pas un seul Juif bulgare n'avait été déporté ou était mort d'une mort non naturelle, écrit-elle. Je ne connais aucune tentative pour expliquer la conduite du peuple bulgare, qui est unique dans cette ceinture de populations mélangées »⁹. Quelques années plus tard, en 1967-1968, la traduction en jugement à Francfort de l'ex-ministre plénipotentiaire nazi à Sofia, Adolf-Heinz Beckerle, qui négocia avec les autorités bulgares les déportations depuis les territoires occupés, suscite de vastes mobilisations transnationales parmi les communautés juives et les rescapés de la Shoah. Les preuves que les magistrats allemands recherchent, cependant, sont celles susceptibles d'attester la responsabilité de *perpetrators* allemands, non bulgares. En outre, leur aspiration à convaincre la Bulgarie communiste de leur communiquer des archives ne les incite guère à aborder la question sensible de la marge d'autonomie décisionnelle dont les Bulgares auraient pu jouir pendant le conflit. Quant aux dirigeants bulgares, après avoir longuement hésité à coopérer avec une Allemagne de l'ouest accusée de revanchisme, elle voit dans la justice une tribune lui permettant de publiciser sa lecture de la Shoah : il sera donc question des responsabilités d'A. H. Beckerle et du roi Boris.

Deux autres opportunités de reconsidérer le récit du « sauvetage des Juifs bulgares » seront manquées. La première coïncide avec la période du socialisme tardif ; la seconde, avec les débuts du postcommunisme. Au tournant des années 1970, l'épuisement du projet communiste incite les autorités bulgares à promouvoir un ressourcement patriotique doublé d'une quête de reconnaissance internationale. À cette occasion, le pouvoir communiste entreprend de faire connaître par une diversité de canaux (l'organisation d'expositions, y compris avec des partenaires ouest-allemands, la réalisation de films documentaires et de fiction, la tenue de conférences internationales), « l'exceptionnalité » de la trajectoire bulgare – et, avec elle, celle de son leader, Todor Jivkov, désormais présenté comme l'un des défenseurs des Juifs soviétiques en mai 1943. Indépendamment du regard critique porté à l'Ouest sur un satellite de l'URSS soupçonné d'implication dans la tentative d'assassinat du pape

⁸ Šlomo Šealtiel, *Ot rodina kăm otečestvo. Emigracija i nelegalna imigracija ot i prez Bălgarija văv perioda 1939-1949*, Sofia : U.I. Kliment Ohridski, 2009.

⁹ Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris : Gallimard, 1966 [1^{re} éd. en anglais, 1963], p. 338.

Jean-Paul II en 1980, cette diplomatie culturelle n'est pas dénuée de succès, comme en atteste le nombre des participants à la vaste conférence-commémoration du « sauvetage des Juifs bulgares » organisée à Sofia en novembre 1988.

Le retour à la démocratie en 1989 aurait pu laisser anticiper une reconsidération de la narration communiste. Relecture du passé, il y a effectivement. Toutefois, la Shoah, prise dans les controverses relatives à l'existence d'un « fascisme bulgare », devient l'un des instruments de définition, par passé interposé, des identités des forces politiques en présence. La propension à attribuer à l'ensemble du peuple bulgare les mérites des individualités qui dénoncèrent les politiques anti-juives, demeure inchangée ; seuls les rôles sont redistribués : le roi Boris III, les élites bourgeoises et l'Église orthodoxe (déjà valorisée sous le socialisme tardif) se substituent à Todor Jivkov, au Parti communiste et au mouvement partisan dans l'incarnation des figures de la vertu (nationale). L'effritement du clivage entre ex- et anti-communistes à l'orée des années 2000 ira jusqu'à permettre une convergence transpartisane autour d'une vision patriotique de la Bulgarie dans la Shoah. A l'occasion du 70^{ème} anniversaire des événements de mars 1943, le Parlement bulgare adopte ainsi à l'unanimité des présents une résolution affirmant « qu'une évaluation objective des événements historiques aujourd'hui ne peut ignorer le fait que 11 343 Juifs furent déportés du nord de la Grèce et du royaume de Yougoslavie, qui étaient à cette époque sous juridiction allemande. Nous dénonçons cet acte criminel entrepris par le commandement d'Hitler, et exprimons nos regrets pour le fait que l'administration locale bulgare n'ait pas été en mesure de prévenir cet acte »¹⁰.

Entre-temps, toutefois, les destinées juives dans les territoires sous contrôle bulgare sont venues s'insinuer dans un faisceau de controverses transnationales aux protagonistes désireux d'obtenir une documentation plus précise des faits.

Quand ressurgissent les expériences juives : mémoires, controverses et documentation de la Shoah

Au début des années 2010, plusieurs universitaires bulgares entreprennent un travail de lecture aussi exigeant que rigoureux des politiques bulgares envers les Juifs pendant la guerre. Il s'agit d'historiens (Roumen Avramov, Nadja Danova¹¹), d'archivistes (Vanja Gezenko¹², Vărban Todorov¹³), de sociologues (Liliana Deyanova¹⁴), de militants des droits de l'homme (Krasimir Kănev, Emil Cohen, Juliana Metodieva¹⁵), de juristes (Zdravka Krăsteva¹⁶) et d'ethnologues (Evgenija Troeva¹⁷). L'ouverture de cet espace de parole n'est

¹⁰ Voir « Deklaratsija na Ćetirideset i pãrvoto Narodno sãbranie na Republika Bãlgarija po povod 70-godišninata ot spasjavaneto i poĉitane na pametta na ŷertvite na Holokosta », 8 mars 2013, à l'adresse : http://abbro-bg.org/docs/27_13.pdf (consultée le 31 octobre 2022). Sur les réactions suscitées en Bulgarie par cette déclaration, voir Liljana Dejanova, « The 'Non-saved' Jews: Recent Controversies and Political Uses in the Bulgarian Public Space », in : Nadège Ragaru (dir.), *La Shoah en Europe du Sud-Est. Les Juifs en Bulgarie et dans les terres sous administration bulgare (1941-1944)*, Paris : E-Éd. du Mémorial de la Shoah, 2014, p. 162-172; Aleksandãr Vezenkov, « Spasjavaneto na bãlgarskite evrei: unikalno li e naistina? », *Kultura* 34 (2740), 18.10. 2013 et 36 (2742), 01.11.2013.

¹¹ Nadja Danova et Roumen Avramov (dir.), *Deportiraneto na evreite ot Vardarska Makedonija, Belomorska Trakija i Pirov, mart 1943 g.*, op. cit. ; Roumen Avramov, « Spasenie' i padenie », op.cit.

¹² Taneva Albena et Gezenko Vanja (dir.), *Glasove v zaštita na graždansko obštество. Protokoli ot Svetija sinod na Bãlgarskata Pravoslavna ĉãrkva po evrejskija vãpros (1940-1944)*, Sofia : Gal-iko et CEI, 2002.

¹³ Vărban Todorov et Nikolaj Poppetrov (dir.), *Sedmi sãstav na Narodnija sãd*, op.cit.

¹⁴ Liljana Dejanova, « The 'Non-saved' Jews: Recent Controversies », op. cit.

¹⁵ Voir la conférence organisée en octobre 2012 par le *Bãlgarski Helzinski Komitet*, que préside Krasimir Kănev, sur la Shoah en Bulgarie et les publications d'Emil Cohen et Juliana Metodieva dans *Obektiv* et *Marginalia.bg*.

¹⁶ Zdravka Krăsteva, « Pravni aspekti na dãrŷavnata antievrejska politika v carstvo Bãlgarija (1940-1944) », in : Borislav Cekov et al., *Antievrejskoto zakonodatelstvo v Evropa i Bãlgarija*, Sofia : IMP & Centãr za evrejski izsledvanija, 2015; Petko Dobĉev, *Antievrejskoto zakonodatelstvo i negovoto preodoljavane (1942-1945)*, Sofia : Feneja, 2010.

pas sans faire écho à l'internationalisation des discordes relatives au rôle de la Bulgarie pendant la guerre. Plusieurs sillons s'entrecroisent, dont deux sont particulièrement significatifs : le réinvestissement du passé de la Shoah par des survivants et descendants de victimes en Bulgarie, en Macédoine (aujourd'hui Macédoine du nord) et en Grèce ; l'annexion des questions juives aux controverses identitaires de plus en plus acrimonieuses opposant la Bulgarie à la Macédoine.

À maints descendants de Juifs de Bulgarie ayant émigré en Israël, aux États-Unis ou ailleurs et aux survivants de la Shoah en Yougoslavie et en Grèce, la chute du mur de Berlin fournit l'opportunité de renouer avec leur pays d'origine et de (re)-découvrir des pans d'histoire familiale. Les initiatives mémorielles qu'ils promeuvent mettent douloureusement en lumière leurs expériences contrastées du conflit mondial : les Juifs bulgares survécurent ; ceux des territoires occupés, non. Sensibilités politiques, origines sociales et appartenances générationnelles filtrent également les lectures divisées du passé. Éloquent est à cet égard le projet d'hommage au roi Boris III et à son épouse, Joanna (Giovanna), à l'ex-vice-président de l'Assemblée nationale, Dimităr Pešev¹⁸, et au peuple bulgare initié en 1993, dans la « forêt bulgare » sise non loin de Jérusalem en Israël, par des Juifs bulgares établis en Californie. Au terme d'auditions dans les milieux de rescapés, d'historiens et d'institutions mémorielles, une commission *ad hoc* présidée par le juge Bejski, lui-même un rescapé de la Shoah, propose en juillet 2000 de substituer au dispositif ternaire un monument unique commémorant les victimes de l'extermination *et* les auteurs du « sauvetage des Juifs bulgares »¹⁹.

Une décennie plus tard, l'inauguration d'un Centre mémorial de la Shoah des Juifs de Macédoine dans la capitale macédonienne, Skopje, en mars 2011 et la réalisation d'une fiction macédonienne, *Treto poluvreme/La troisième mi-temps* (Darko Mitrevski, 2011) relatant les destinées de l'équipe de football, Makedonija, et de son entraîneur, un Juif allemand, pendant la Seconde Guerre mondiale, convainc certains élus bulgares que la Macédoine a lancé une campagne anti-bulgare et les conduit à porter dans les arènes communautaires le différend qui les oppose à la Macédoine. Le résultat de ces mobilisations est de prime abord contre-intuitif : la visibilité accrue donnée aux interprétations divergentes de l'histoire de la Shoah suscite en effet l'invitation d'un nombre croissant d'historiens, de responsables des musées (dont l'USHMM à Washington), d'organisations juives (notamment le World Jewish Congress) et de militants des droits de l'homme à une reconsidération du passé.

Si, à ce jour, le rôle de l'État bulgare dans la Shoah demeure controversé et si les appels à la reconnaissance, par les dirigeants bulgares, de la co-responsabilité de leur pays dans les déportations et l'extermination des Juifs des territoires yougoslaves et grecs occupés sont demeurés sans effet, la dissémination de productions testimoniales – films documentaires (Ed Gaffney²⁰, Jacky Comforty²¹, Elka Nikolova²²), recueils de témoignages (Jacky Comforty

¹⁷ Evgenija Troeva, « Prinuditelnijat trud prez Vtorata svetovna vojna v spomenite na bălgarskite evrei », in : Ana Luleva et al. (dir.), *Prinuditelnijat trud v Bălgarija (1941-1962). Spomeni na svideteli*, Sofia : A. I. Marin Drinov, 2012, p. 39-54

¹⁸ Sur son rôle, voir Dimităr Pešev, *Spomeni*, Sofia : I. K. Gutenberg, 2004. En 1973, l'ex-vice président de l'Assemblée nationale bulgare qui avait initié une pétition contre les déportations juives en mars 1943 s'est vu octroyer le titre de « Juste parmi les nations » par l'institut Yad Vashem en Israël.

¹⁹ Dalia Ofer, « Tormented Memories », *Israel Studies*, 9, no. 3, 2004, p. 137-156 ; Stefan Troebst, « Salvation, Deportation or Holocaust? The Controversy over the Fate of Bulgaria's Jews in World War II – before and after 1989 », in : Muriel Blaive, Christian Gerbel and Thomas Linderberger (eds.), *Clashes in European Memory. The Case of Communist Repression and the Holocaust*, Innsbruck, 2011, p. 37-52.

²⁰ *Empty Boxcars: Murder and Rescue of Bulgaria's Jews in World War 2* par Edd Gaffney, 2011, USA, 54 mn.

et Martha Bloomfield²³), ouvrages littéraires et de vulgarisation scientifique (Lea Cohen²⁴) – est en train de redonner aux Juifs de Bulgarie et des territoires occupés leur place en tant qu'acteurs et scripteurs d'une histoire longtemps subordonnée à des causes politiques antagonistes.

Quoique la vague des passions nationalistes, xénophobes et populistes qui traverse l'Europe n'ait pas contourné la Bulgarie, les conditions sont désormais posées pour que soit offert des destinées juives dans les territoires sous contrôle bulgare un récit qui en envisage le caractère polyphonique sans taire la nature des arbitrages politiques effectués en 1943 et la diversité des acteurs institutionnels bulgares impliqués dans la mise en œuvre des politiques anti-juives.

²¹ *The Optimists. The Story of the Rescue of the Bulgarian Jews from the Holocaust* par Jacky et Lisa Comforty, 2001, USA, 83 mn.

²² *A Question of Survival: The Complex Legacy of the Holocaust in the Balkans*, Elka Nikolova, 2021, USA, 55 mn.

²³ Jacky Comforty with Martha Aladjem Bloomfield, *The Stolen Narrative of the Bulgarian Jews and the Holocaust*, Lexington Books, 2021.

²⁴ Lea Koen, *Rafael*, Sofia : Enthusiast, 2017 ; Lea Koen, *Spasenie, gonenie i Holokost v carska Bălgarija*, Sofia : Enthusiast, 2022.